

Editorial

Ce 10 juin, le second Sommet mondial de l'alimentation, organisé par la FAO (Organisation pour l'agriculture et l'alimentation), s'est ouvert à Rome. Ce sommet est l'occasion de dresser un bilan. En 1996, le premier sommet mondial proposait, à l'horizon 2015, de réduire de moitié le nombre des personnes hors d'état de satisfaire décemment leurs besoins nutritionnels (2 400 calories par personne et par jour en constituant le seuil). Atteindre cet objectif en vingt ans signifiait, en 1996, réduire ce nombre au rythme de 20 millions par année. Sur les 6 années écoulées, nous sommes bien loin du compte : à peine 6 millions par an. A ce rythme, près de 700 millions d'humains ne mangeraient toujours pas à suffisance en 2015. L'origine de cette persistance de la malnutrition se situe dans l'organisation même de la production alimentaire mondiale. Il est paradoxal de constater que, au cours des dix dernières années, la production agricole mondiale a augmenté, et à un rythme supérieur à celui de l'accroissement démographique, sans que des progrès conséquents en matière alimentaire n'en aient résulté¹. Marcel Mazoyer dresse de cela un bilan éclairant : « *Ce qui émerge, c'est que ceux qui ont faim sont, pour les trois quarts des petits paysans extrêmement pauvres* »². Pourquoi la petite paysannerie des pays des Périphéries est-elle ainsi exposée ? D'une part parce que l'insuffisance des prix proposés pour leurs produits, conjuguée à la faiblesse des quantités produites les place parmi les catégories percevant les plus faibles revenus,

ceux à qui la pauvreté interdit l'accès à des ressources alimentaires suffisantes. D'autre part également parce qu'ils sont les producteurs les plus fragiles d'une agriculture faiblement productive, ne parvenant pas à nourrir une population croissante, et confrontée à la concurrence des produits exportés par les agricultures beaucoup plus productives des pays des Centres.

Pour aider les agriculteurs à accroître leur production, dans les Centres mais surtout dans les Périphéries, la pensée dominante libérale propose et souvent impose ses deux remèdes habituels : les mécanismes du marché et le libre-échange. Des prix établis librement à partir des fluctuations de l'offre et de la demande constitueraient des indicateurs efficaces permettant d'orienter l'activité de chaque exploitation en évitant le gaspillage de ses moyens. Ils seraient également des aiguillons puissants pour rationaliser les techniques utilisées, les améliorer et accroître les rendements. La mise en place d'une situation de libre-échange devrait concourir aux mêmes résultats, en ouvrant à chaque agriculture la possibilité de ne pas chercher à obtenir directement les produits vivriers nécessaires à l'approvisionnement de la population, si ceux-ci peuvent être obtenus à meilleur compte par l'importation, mais de se tourner vers des cultures dont l'exportation financera l'achat à l'extérieur des produits vivriers. Ce sont là les arguments avancés pour justifier les dispositions imposées à de nombreux pays des Périphéries, à l'occasion de plans d'ajustement structurel par les institutions financières internationales. Ils sont aussi des justifications de l'entrée des produits agricoles dans le champ de compétence de l'Organisation Mondiale du Commerce, principe retenu par les accords signés à Marrakech en 1994.

Le peu d'effets actuels de cette thérapie, pour les tenants du libéralisme, ne saurait condamner ses remèdes. Au contraire, ce sont les "freins" trop nombreux retardant la mise en œuvre de ceux-ci qui expliqueraient ce manque d'efficacité. Ainsi, si le libre-échange ne produit pas les effets bénéfiques attendus, c'est parce que de trop nombreux obstacles, par exemple les subventions que des pays des Centres accordent à leurs agriculteurs, contrarient sa mise en application.

¹ De 1989 à 1999, par exemple, la production céréalière de l'Afrique Sub-saharienne augmente de plus de 20 % (deux fois plus vite que la production mondiale) passant de 58,7 millions de tonnes à 71,1. Dans la même période, la disponibilité alimentaire par jour et par habitant augmente seulement de 100 calories par jour, atteignant 2 200 calories (source FAO).

² Cité par Hervé KEMPF in « Alerte pour 800 millions d'hommes sous-alimentés », *Le Monde*, 9-10 juin 2002.

De même si les producteurs des Périphéries continuent de souffrir d'une pénurie de moyens financiers pour investir, cela tient au manque de liberté accordée aux capitaux étrangers dans leurs pays, et non à la faiblesse du revenu de ces producteurs. La suppression de ces "freins" est donc le dernier effort attendu des pouvoirs politiques nationaux pour faire croître la production agricole mondiale et vaincre la malnutrition.

Toutefois les faits restent têtus. Il n'est en rien assuré que le libre-échange et la libération de toute entrave des mécanismes de marché puissent améliorer la situation présente. Nombreuses sont les agricultures des pays des Périphéries qui se sont engagées dans la voie du libre-échange en acceptant une spécialisation dans des cultures destinées à l'exportation. Trop souvent, le résultat en est une réduction graduelle des recettes d'exportation, résultant de la baisse des prix de ces exportations. Pour ces pays, ce manque de recettes diminue chaque année davantage leur capacité à financer leurs importations, notamment celles portant sur des produits alimentaires. L'exemple du café est ici particulièrement significatif¹. Entre 1997 et 2001, sur le marché mondial du café, les prix ont chuté de 65 %, affectant lourdement les populations des pays producteurs (tout particulièrement ceux qui sont en situation de mono-exportateur) par la réduction de la capacité d'importer. Au sein de ces populations, la situation des agriculteurs produisant du café est tout particulièrement dégradée : leur revenu est directement affecté par cette baisse des cours internationaux. Ce ne sont pas des "freins" à la mise en place du libre-échange qui explique cela, mais le fonctionnement concret d'un marché libre, fonctionnement bien éloigné de la conception idyllique des analystes libéraux. D'une part, les mécanismes de marché appliqués à des produits agricoles ne garantissent en rien un ajustement automatique de l'offre à la demande. En dix ans, la production mondiale de café augmente, passant de 5,4 millions de tonnes à 6,9 millions, alors que dans le même temps la

demande des consommateurs a stagné autour de 6 millions de tonnes par an. D'autre part les producteurs des Périphéries n'ont pas pour client direct des consommateurs, nombreux et soumis comme eux à la logique des prix. Ils s'adressent à des acheteurs "féroces" issus des pays des Centres, usant de leur taille et de leur pouvoir pour réduire leurs coûts, c'est-à-dire les prix payés aux producteurs (cinq compagnies transnationales, comme Jacobs-Suchard, Nestlé, General Foods, Lavazza assurent près de la moitié des achats sur ce marché international). Le résultat de ce rapport inégal entre acheteurs et vendeurs est remarquable. En dix ans, les dépenses des consommateurs de café ont doublé. Elles sont passées de 30 à 60 milliards de dollars. Dans la même période, la part de ces dépenses qui rémunèrent les producteurs a diminué de 10 à 6 milliards de dollars.

La situation des agriculteurs des Périphéries qui poursuivent des activités vivrières n'est guère améliorée par le libre-échange et les mécanismes d'un marché libre. La libre importation de produits alimentaires conduit les prix locaux des produits vivriers à se rapprocher des prix mondiaux (ce qui signifie une diminution le plus souvent). Comment un producteur local peut-il s'adapter à cette situation nouvelle qui le place en concurrence avec les agriculteurs bien plus productifs des pays des Centres ? En 1979, les rendements moyens obtenus dans la production céréalière s'élevaient à 36 quintaux par hectare dans l'Union européenne et à 10,6 quintaux en Afrique². De manière implicite, le céréaliculteur africain ne pouvait écouler sa production qu'à la condition d'accepter, pour le travail d'un hectare de terre, une rémunération 3,4 fois plus faible que celle reçue par son homologue européen. Depuis les rendements ont augmenté. En 1999, ils s'élèvent respectivement à 57 quintaux en Europe et 12,2 quintaux en Afrique, témoignant des progrès (progrès qui engendrent souvent des destructions multiples au sein du milieu naturel) accomplis par les agricultures des Centres comme par celles des Périphéries. Pourtant, parce que la progression des rendements a été plus rapide en

¹ Martine ORANGE, « La crise du café révélatrice des impasses du tout-libéral en matière de politique agricole », *Le Monde* 9-10 juin 2002.

² Denis CLERC, « Agriculture : l'Afrique pénalisée », *Alternatives économiques*, hors série n° 50, 4^{ème} trimestre 2001.

Europe, le producteur africain devrait aujourd'hui se contenter de recevoir, en rémunération du travail que réclame la mise en culture d'un hectare de terre, non plus 3,4 fois moins mais 4,6 fois moins que son collègue européen. Autant dire qu'il n'obtiendra aucune récompense pour les efforts qu'il aura accompli pour améliorer le rendement de sa terre. Bien plus encore, ce raisonnement ne prend pas en compte l'évolution des prix mondiaux des céréales et des prix des intrants (produits employés pour en assurer la culture, semences, engrais, pesticides, etc.). Il suppose implicitement que l'agriculteur des pays des Centres tire de son travail un revenu convenable. Cela n'a rien d'évident. Au contraire les agricultures des Centres présentent tous les signes d'une insuffisance des revenus dégagés par les exploitations : concentration des terres au profit des plus grandes et disparition des plus petites (la croissance de la surface cultivée devenant le moyen de compenser la faiblesse des marges par hectare) ou utilisation de revenu d'appoint non agricole pour pallier la faiblesse des revenus agricoles (par exemple aux Etats-Unis, en 1997, il n'y a plus que 870 000 exploitations capables de faire vivre une famille d'agriculteur sans avoir recours à une activité de complément. En 1959, elles étaient 2 millions¹). Ainsi, le céréaliculteur africain subit-il, comme son confrère des Centres, la pression de prix insuffisamment rémunérateurs pour ses produits (au plus grand profit des industries agro-alimentaires et de celles situées en amont dont il est le client), mais aussi la concurrence de ce confrère l'oblige à ne recevoir qu'une fraction du revenu par hectare de celui-ci. L'ordre libéral conduit le producteur des Périphéries à devoir financer des investissements, intensifier son travail, avec un revenu de plus en plus réduit. Comment pouvons-nous être surpris s'il a de plus en plus de mal à approvisionner les consommateurs locaux, ou même à se nourrir lui-même ?

Il est donc impossible de souscrire aux conclusions de l'orthodoxie libérale en attribuant les difficultés actuelles à la mise en place

incomplète de marchés libres et du libre-échange. Peut-on au moins rejoindre sa foi inaltérable en l'économie de marché en espérant, à l'avenir, changer la nature et le fonctionnement des marchés internationaux pour en faire autre chose que des instruments à l'usage exclusif des plus puissants ? C'était l'un des objectifs de la quatrième CNUCED (Nairobi 1976) : stabiliser les prix des produits de base et empêcher leur abaissement sur la longue période par des accords internationaux mettant en place des stocks régulateurs financés par un fonds commun². La brève histoire du Programme Intégré pour les Produits de Base et son échec nous donne la réponse. Il est vain d'espérer lutter contre la tendance à la baisse du prix de ces produits en ne comptant que sur l'existence d'un stock régulateur. Ce dispositif est perçu par les producteurs comme une garantie de prix qui les amène à augmenter sans cesse leur production. Ceci condamne à terme le mécanisme mis en place. Ce qui a fait défaut, c'est l'existence de moyens complémentaires, maîtrisant l'action des acteurs du marché pour assurer une "administration" de moyenne période. Une telle "administration" nécessitait une volonté politique qui ne fut jamais présente. Peut-on aujourd'hui espérer mieux ?

Enfin nous devons prendre garde à ne pas perdre le souvenir des premiers temps de la construction européenne. Lorsque, en 1957, le traité de Rome décide de la création du Marché commun, l'Europe des Six n'est pas autosuffisante pour son approvisionnement alimentaire (répondre par une production locale à la plus grande part de ses besoins et dégager un surplus échangeable contre les produits qu'elle ne peut obtenir directement). Cette autosuffisance fut pourtant réalisée rapidement en mettant en oeuvre des moyens radicalement opposés à la doctrine libérale aujourd'hui dominante. La Politique Agricole Commune reposait non sur le libre-échange mais sur un protectionnisme puissant (principe de la préférence communautaire), non sur l'ajustement spontané

¹ Hervé KEMPF, « Championne de l'hyper-activité, l'agriculture américaine lutte pour sa survie », *Le Monde*, 9-10 juin 2002.

² Voir Abdelaziz MEGZARI, « La question des produits de base à la CNUCED : trente-six ans d'un dialogue manqué », *Informations et Commentaires*, n° 113, octobre-décembre 2000.

de l'offre et de la demande mais sur des marchés étroitement "administrés" (prix d'intervention), non sur un désengagement des Etats mais sur des politiques économiques à court et à moyen terme. Pourquoi refuserait-on, aujourd'hui, aux pays des Périphéries qui, souffrant de malnutrition, recherchent une telle autosuffisance, les moyens qui ont permis à certains pays des Centres d'atteindre ce résultat ?

Le dossier que ce numéro d'*Informations et Commentaires* consacre à la question des forêts tropicales ou équatoriales ne porte pas sur une question aussi stratégique que celle de la sécurité alimentaire. Pourtant, qu'ils soient agriculteurs ou

forestiers dans les Périphéries, ce sont bien les mêmes rapports marchands inégalitaires qui s'imposent à eux. Toutefois la contribution du travail des uns ou des autres au développement de leur société se pose en des termes différents. L'exploitation des forêts repose également sur un milieu naturel plus fragile et dont la détérioration ne peut manquer d'affecter en cascade les autres milieux (déforestation, érosion des sols et destruction éventuelle des milieux situés en aval par le ruissellement), y compris ceux réservés à la production alimentaire.

Patrice ALLARD



Plantation d'hévéas en Malaisie, photo BIT